

# **BURKINA FASO**



**SOIXANTE-SEIZIEME SESSION ORDINAIRE  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

## **DECLARATION**

**DE SON EXCELLENCE  
MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE  
*PRESIDENT DU BURKINA FASO***

*New York, le 23 Septembre 2021 (message vidéo)*

**Monsieur le Président**  
**Monsieur le Secrétaire général des Nations-unies**  
**Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation**  
**Distingués Délégués**  
**Mesdames et Messieurs**

**Monsieur le Président Abdulla Shahid**

Mon pays, le Burkina Faso se réjouit de votre brillante élection à la présidence de la 76ème session de l'Assemblée Générale des Nations-unies. Je puis vous assurer de tout notre soutien pour le succès de votre mandat afin de contribuer à faire aboutir la « présidence de l'espoir », sous le sceau duquel, vous avez été élu.

A l'endroit de votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Volkan Bozkir, je voudrais adresser toutes nos félicitations pour la manière remarquable avec laquelle il a présidé aux destinées de notre organisation commune durant son mandat.

**Monsieur le Secrétaire Général**

Votre brillante réélection le 18 juin dernier pour un second mandat de cinq années à la tête de notre Organisation, vous donne l'occasion d'assurer la mise en œuvre de vos priorités 2021 et d'envisager les années à venir avec plus de sérénité. C'est l'occasion pour moi de vous adresser mes vives félicitations et tous mes encouragements pour davantage de succès durant votre second mandat.

Vous avez fort pertinemment souligné dans votre serment du 18 juin, que les 18 derniers mois ont été uniques dans l'histoire des Nations-unies et que notre plus grand défi est de transformer la crise de ces mois en opportunités.

La vision stratégique que vous avez présentée pour votre second mandat confirme votre engagement et votre détermination à travailler au renforcement du multilatéralisme et de l'ONU dans la résolution des multiples problèmes auxquels notre monde est confronté, particulièrement en ces temps difficiles provoqués par la pandémie de la Covid-19.

**Monsieur le Président**  
**Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation**

La 76e session de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est ouverte le 14 septembre dernier se tient sous le thème général suivant : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la Covid-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations-unies ».

Ce thème, qui correspond aux cinq (05) priorités du Président de l'Assemblée Générale, nous interpelle tous en ce sens que celles-ci s'articulent autour de défis mondiaux qu'aucun pays ne peut relever tout seul. Plus que jamais, nous avons besoin d'un multilatéralisme encore plus renforcé et plus engagé.

En effet, outre le défi de la pandémie de la Covid-19, de nombreux pays dans le monde font face aujourd'hui à d'autres fléaux tels que le terrorisme, le dérèglement climatique, la pauvreté, etc.

Tout indique que si la tendance se maintient, les objectifs de développement durable, à l'horizon 2030, ne seront malheureusement pas atteints.

S'agissant particulièrement de la maladie à coronavirus, il nous faut poursuivre la mobilisation et renforcer davantage la solidarité internationale, pour lutter contre cette pandémie qui endeuille des millions de familles, et aggrave la situation économique déjà préoccupante des pays.

Au plan national, le Burkina Faso a adopté un plan de ripostes, qui organise la réponse sanitaire, et détermine des mesures sociales et de relance économique. Grâce au Mécanisme Covax, et des gouvernements des pays amis, des doses de vaccins ont été reçues, et le programme des vaccinations est en cours.

Je remercie les partenaires multilatéraux, bilatéraux et privés, qui ont accompagné le Burkina Faso dans ces efforts de mobilisation contre la pandémie. Je lance un appel pressant à une plus grande solidarité internationale afin de nous permettre d'être véritablement à l'abri des effets dévastateurs de cette pandémie.

En outre, la lutte contre la Covid-19 ne doit pas nous faire oublier la lutte contre le VIH-Sida, considéré aussi comme une pandémie. Je salue la tenue de la réunion de haut niveau sur le VIH-Sida, le 08 juin 2021,

et me félicite de l'adoption d'une Déclaration politique qui appelle à agir pour vaincre le Sida, d'ici à 2030.

**Monsieur le Président  
Mesdames et Messieurs**

Le terrorisme demeure aussi un grand défi auquel nous devons faire face au regard des nombreuses victimes à travers le monde. En Afrique et dans la région du Sahel en particulier, les efforts de développement sont annihilés ces dernières années par les attaques terroristes récurrentes.

Au Burkina Faso, la situation sécuritaire continue de se dégrader, surtout dans la zone des trois frontières (Burkina Faso, Mali, Niger), mais aussi dans d'autres régions du pays.

Pour assurer le retour de la sécurité dans toutes les régions menacées, le Gouvernement a adopté des instruments de pilotage de la politique de sécurité nationale, et continue à renforcer les compétences de ses forces de défense et de sécurité, pour une efficacité opérationnelle satisfaisante.

Tout sera mis en œuvre pour garantir la sécurité dans toutes les régions menacées du pays, et je tiens à rassurer la communauté internationale, que les opérations militaires, à l'instar de celles déjà réalisées, seront menées dans le strict respect des droits humains, et en conformité avec les engagements internationaux du Burkina Faso dans ce domaine.

**Monsieur le Président  
Mesdames et Messieurs**

Dans la lutte contre le terrorisme, les seuls efforts des pays touchés n'auront d'impacts importants et durables que s'ils sont soutenus par la communauté internationale.

En effet, la stabilité, la sécurité et la paix au Sahel ne sont pas seulement une affaire des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) surtout que la situation résulte, faut-il le rappeler, de l'effondrement de la Libye en 2011, qui a fait exploser la circulation des armes dans la région du Sahel.

C'est le lieu pour moi, de rappeler qu'il s'agit de paix et de sécurité internationales et donc qu'il est nécessaire, voire urgent pour la communauté internationale et particulièrement le Conseil de sécurité, de soutenir les pays du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme. Encore une fois, la meilleure façon de le faire serait de placer le mandat de la Force Conjointe du G5 Sahel sous le chapitre VII de la charte des Nations-unies.

Pour l'heure, je salue les efforts de coordination et de coopération des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans notre lutte commune contre le terrorisme.

La nomination par la 59eme session de la Conférence des Chefs d'Etat de Monsieur Mahamadou Issoufou, ancien Président de la République du Niger et de Monsieur Nana Addo Dankwa Akufu-Addo, Président de la République du Ghana, comme champions de la mobilisation des ressources pour le Plan d'Actions 2020-2024 pour l'éradication du terrorisme dans la région, est une bonne indication et constitue un acte majeur de l'engagement de la CEDEAO.

Je voudrais également reconnaître et saluer l'assistance multiforme de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, l'Union européenne, les Nations-unies et bien d'autres, dans cette lutte, et réitérer notre reconnaissance au Secrétaire Général des Nations-unies pour son engagement personnel en faveur du Sahel.

**Monsieur le Président**  
**Mesdames et Messieurs**

Après la période 2016-2020, le Burkina Faso met en œuvre actuellement un nouveau référentiel de développement, le Plan national de Développement économique et social (PNDES II) 2021-2025 qui s'articule autour des axes suivants :

- 1) la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale et la promotion de la réconciliation nationale ;
- 2) l'approfondissement de la réforme des institutions et la modernisation de l'administration publique ;
- 3) la consolidation de la dynamique amorcée de transformation des bases productives de l'économie nationale ;
- 4) la consolidation du développement humain et de la solidarité.

La mise en œuvre du PNDES II va nécessiter 19 000 milliards de FCFA, soit environ 34 milliards de dollars américains, dont 63% seront assurés par le budget national.

Je saisis cette tribune pour remercier tous les partenaires techniques et financiers, bilatéraux, multilatéraux et privés, qui nous ont accompagnés dans la mise en œuvre du PNDES I, ainsi que dans l'élaboration du nouveau Référentiel national.

Je voudrais leur exprimer par avance la reconnaissance du peuple burkinabè pour l'appui qu'ils ne manqueront pas d'apporter dans la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de notre Plan National de Développement Economique et Social, 2021-2025.

**Monsieur le Président  
Mesdames et Messieurs**

En ce qui concerne le changement climatique, la fréquence des événements extrêmes avec leurs terribles conséquences nous interpelle sur l'urgence d'une action forte et concertée. Cette urgence climatique est confirmée par le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui souligne l'accélération du réchauffement climatique, et pointe sans équivoque la responsabilité de l'action humaine.

Au Burkina Faso, on estime à 34 % du territoire, la superficie totale des terres de production dégradées du fait non seulement de l'action de l'homme, mais aussi et surtout de la sécheresse et des inondations endémiques.

La compétition pour accéder aux ressources naturelles rares, nuit à la coexistence pacifique et conduit à une plus grande instabilité.

Le Burkina Faso a ratifié l'Accord de Paris sur le climat et fait partie des premiers pays qui ont soumis des Contributions nationales déterminées (CDN) en 2015 lors de l'adoption dudit Accord. Les CDN du Burkina Faso sont basées sur des mesures d'atténuation et d'adaptation, et couvrent des domaines tels que l'agriculture et l'eau, l'élevage, le logement et l'urbanisme, la biomasse et l'énergie, la forêt et l'utilisation des terres.

Etant donné qu'il n'y a pas de planète B, tous les pays, petits ou grands, développés ou en développement, doivent contribuer à sauver notre

planète, à faire du monde un meilleur endroit où peuvent vivre à la fois les générations actuelles et futures.

Cinq ans après l'adoption de l'Accord de Paris, la COP26 prévue en novembre prochain à Glasgow en Ecosse, sera un moment important pour évaluer nos engagements communs et nos tentatives mondiales pour lutter contre la crise climatique. La pandémie a retardé la tenue du Sommet, nous offrant ainsi une opportunité inédite de repenser la reprise économique post-pandémique.

Pour réussir notre combat contre la crise climatique, l'adaptation est primordiale. Ainsi, il devient urgent que nous repensions nos modes de vie, de production et de consommation.

A cet effet, le Burkina Faso salue l'initiative d'organiser un sommet sur les systèmes alimentaires qui nous permettra d'évaluer nos systèmes actuels et de réfléchir sur les moyens de mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable 1 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ».

Nous formulons le vœu que ce sommet connaisse une grande participation des États membres, et aboutisse à des conclusions heureuses.

En dépit du contexte sécuritaire et sanitaire qu'il traverse, le Burkina Faso n'a jamais cessé de maintenir son engagement de servir la cause de la paix, à travers les théâtres d'opérations des Nations-unies.

Je saisis l'occasion pour me réjouir du consensus qui a pu se dégager cette année pour le bon fonctionnement des onze (11) opérations de maintien de la paix.

**Monsieur le Président**  
**Mesdames et Messieurs**

Comme je l'évoquais plus haut, la situation en Libye mérite une grande attention de la part de la communauté internationale, car la solution politique au conflit libyen contribuera sans aucun doute à la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel. Je saisis l'occasion pour exprimer la solidarité du peuple burkinabè au peuple frère libyen, dont la souffrance n'a que trop duré.



S'agissant du dossier du Sahara occidental, le Burkina Faso réaffirme son soutien au processus politique en cours, mené sous l'égide du Secrétaire Général des Nations-unies, et qui vise à parvenir à une solution politique, réaliste, pragmatique, durable et de compromis à ce différend régional, comme recommandé par les 17 résolutions du Conseil de Sécurité depuis 2007.

Au vu des avancées notables enregistrées lors des deux Tables rondes tenues à Genève, qui ont réuni l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario, le Burkina Faso encourage les participants à maintenir leur engagement dans ce processus, dans un esprit de réalisme et de compromis.

Au Moyen Orient, le conflit israélo-palestinien, demeure un véritable défi à relever pour la communauté internationale.

Aussi, faut-il entendre l'appel lancé par le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen Orient devant le Conseil de Sécurité en mai dernier, après le conflit entre Israéliens et Palestiniens. Il a appelé à la création d'un horizon politique qui permettra aux parties de reprendre des négociations constructives, car l'absence d'horizon politique « tue l'espoir ». Il urge donc de reprendre les négociations.

Quant au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats Unis d'Amérique à Cuba depuis plus de 60 ans, l'Assemblée Générale l'a encore largement rejeté le 23 juin dernier. Cette résolution qui s'ajoute aux 29 autres résolutions adoptées depuis 1992, souligne la nécessité de mettre fin à cet embargo, dont les conséquences socioéconomiques, sanitaires déjà désastreuses, se sont aggravées avec la pandémie de la Covid-19.

Le Burkina Faso salue la résilience du peuple cubain et appelle de tous ses vœux la levée de l'embargo pour le bien-être des populations cubaines.

**Monsieur le Président**  
**Mesdames et Messieurs**

Le 16 juin dernier, l'Assemblée Générale a adopté, par consensus, la décision orale du Président sur la poursuite, à la prochaine session et en plénière informelle, des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, « en tirant parti », des réunions durant



la session, du document intitulé « Éléments de convergence et de divergence » préparé par les Coprésidentes, et des positions et des propositions des États Membres, contenues dans le « Document-cadre » de 2015.

Le consensus historique qui s'est dégagé autour d'un document de base est un pas important dans la bonne direction.

Le Burkina Faso se félicite de l'adhésion de la majorité des délégations à la position commune africaine et saisit l'occasion pour réitérer son soutien à ladite position, telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, et au caractère indivisible des deux composantes de la position africaine.

**Monsieur le Président  
Mesdames et Messieurs**

Le monde fait face à des défis ardu.

Bien évidemment pour les relever, il nous faut une organisation des Nations-unies encore plus forte, un multilatéralisme plus renforcé, et une communauté internationale plus que jamais engagée.

Alors, travaillons tous dans une synergie d'actions, pour un monde de paix, de justice, un monde sans faim et sans conflits armés, un monde débarrassé du terrorisme et de la pandémie de la Covid-19.

Et cela est bien possible, si nous nous y engageons tous.

Je vous remercie.